

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral n° 15-2196-CRCTE/BAE du 24 juillet 2015 autorisant la communauté d'agglomération de La Rochelle à exploiter une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de La Rochelle.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux (NOR : DEVP021351A) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 87-247-DIR/I.B4 du 24 juin 1987, portant autorisation de création et d'exploitation d'une usine d'incinération des ordures ménagères sur le territoire de la commune de LA ROCHELLE par le SIVOM de la région de La Rochelle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-4655 SE/BNS du 29 décembre 2004 fixant les conditions d'exploitation de l'unité d'incinération des ordures ménagères de La Rochelle ;

Vu l'arrêté préfectoral 15-2196-CRCTE/BAE du 24 juillet 2015 actualisant les conditions d'exploitation de l'installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux de La Rochelle ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle le 26 juillet 2019 complétée en dernier lieu par courrier du 21 janvier 2021 concernant l'activité d'incinération de déchets non dangereux relevant de la rubrique IED (cf. rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement), les travaux d'optimisation environnementale et énergétique de l'installation et le dossier joint ;

Vu le dossier de réexamen et le rapport de base transmis par la préfecture de la Charente-Maritime en date du 3 décembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 juillet 2021 ;

Vu le courrier adressé le 9 juillet 2021 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé et du projet d'arrêté complémentaire ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique : 3520 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles visées à l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets ont été publiées par au Journal Officiel de l'Union Européenne le 12 novembre 2019 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication ;

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R. 515-58 du Code de l'environnement sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;

- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La Communauté d'Agglomération de La Rochelle dont le siège social est situé 6 rue Saint Michel – CS 41287 – 17086 à La Rochelle Cedex 02 , qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de La Rochelle, rue de Chef de Baie, une usine d'incinération et de valorisation énergétique de déchets non dangereux, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15-2196-CRCTE/BAE du 24 juillet 2015 sont complétées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – ARTICLES MODIFIÉS

Article 3.1 – Les dispositions de l'article n°1.2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Capacité d'entreposage des déchets

La capacité d'entreposage de l'installation est de :

- 3 000 m³ pour la fosse,
- 14 000 m³ pour le bâtiment d'entreposage (surface de 2 546 m²) des balles

Article 3.2 – Les dispositions de l'article n°1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

Zone	Descriptif
Réception des déchets	Cf. chapitre 8.1
Poste d'accueil et de contrôle	Accès par code, pont bascule et portique de détection de la radioactivité
Hall de déchargement (bâtiment)	Fosse de réception d'une capacité de 3 000 m ³ 2 grappins de capacité unitaire minimale de 1,5 t
Unité de traitement des déchets	Cf. chapitre 8.2
Incinération et valorisation énergétique	2 lignes de traitement par incinération indépendantes et identiques comprenant chacune : <ul style="list-style-type: none">- 1 four à grille de capacité nominale unitaire de 3,91 t/h à PCI 8 368 kJ/kg soit 9,09 MW- 1 chaudière de récupération permettant la production de 13,2 t/h de vapeur saturée à 23 bars relatifs- 1 unité de traitement des fumées Pour les 2 lignes : Un groupe turbine à contre pression, GTA (Groupe Turbo alternateur), alimentée par la vapeur saturée du site (puissance électrique nominale 2 280 kVA)
Stockages	Cf. chapitre 8.3
Autres utilités	Cf. chapitre 8.4

Zone	Descriptif
Production d'eau déminéralisée	Chaîne de déminéralisation (adoucisseur + osmose inverse + lit mélangés résines)
Station de traitement des effluents chargés	Un traitement physico-chimique (chlorure ferrique + floculant + filtre MES et passage sur charbon actif)
Système de refroidissement	Aérocondenseur + aéroréfrigérants
Alimentation de secours	Groupe électrogène
Bassin de rétention	Bassin de récupération des eaux d'extinction de 440 m ³ et une lagune de 680 m ³
Voiries	Voies d'accès + voies de circulation + aires de stationnement
Salle de contrôle (bâtiment administratif)	
Bâtiment administratif	Bureaux, salles de réunion, vestiaires

Les installations sont reportées sur le plan de situation de l'établissement présenté en annexe I.

Article 3.3 – Les dispositions de l'article n°1.6.6 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état initial, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui-ci et permettant également un usage futur du site tel que défini au premier alinéa du présent article. Un arrêté préfectoral complémentaire fixera, si nécessaire, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

Article 3.4 – Les dispositions de l'article n°3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Modalités de traitement des effluents

Les effluents gazeux issus des installations sont épurés avant rejet de manière à respecter les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté.

Le traitement des fumées des lignes d'incinération et de valorisation énergétique des déchets comprend pour chaque ligne :

- un traitement par voie sèche, avec injection de réactifs et filtration (filtre à manches),
- un traitement des oxydes d'azote par voie non catalytique et injection de réactif azoté complété d'un réacteur catalytique de type TerminOx,

Toute anomalie dans le fonctionnement des dispositifs de traitement des fumées pouvant conduire à une réduction de leur performance doit être reportée en salle de contrôle.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les mesures prises sont également consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5 – Les dispositions de l'article n°3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Valeurs limites d'émission en concentrations et en flux dans les rejets atmosphériques en période de fonctionnement normale ⁽³⁾ :

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous, corrigée selon la formule rappelée à l'article 3.2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé.

L'exploitant est tenu de respecter, après épuration, les valeurs limites d'émission définies ci-après :

Rejets L1 et L2	Concentration	Concentration		Flux total (L1 + L2)	Échéance de mise en application (à compter de)
Paramètre	En moyenne journalière	En moyenne sur la période de référence	Période de référence	En moyenne journalière	
monoxyde de carbone (CO)	50 mg/m ³	100 mg/m ³ ou 150 mg/m ³	demi-heure 10 minutes (**)	60 kg/j	(a)
poussières totales	10 mg/m ³	30 mg/m ³	demi-heure	12 kg/j	03/12/23
	5 mg/m ³			6 kg/j	
substances organiques volatiles totaux (COVT)	10 mg/m ³	20 mg/m ³	demi-heure	12 kg/j	(a)
chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m ³	60 mg/m ³	demi-heure	12 kg/j	(a)
	8 mg/m ³			9,6 kg/j	03/12/23
fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/m ³	4 mg/m ³	demi-heure	1,2 kg/j	(a)
dioxyde de soufre (SO ₂)	50 mg/m ³	200 mg/m ³	demi-heure	60 kg/j	(a)
	40 mg/m ³			48 kg/j	03/12/23
oxydes d'azote (NO _x)	80 mg/m ³	400 mg/m ³	demi-heure	96 kg/j	(a)
Ammoniac (NH ₃)	30 mg/m ³	/	/	36 kg/j	(a)
	10 mg/m ³			12 kg/j	03/12/23

Rejets L1 et L2	Concentration	Concentration		Flux total (L1 + L2)	Échéance de mise en application (à compter de)
Paramètre	En moyenne journalière	En moyenne sur la période de référence	Période de référence	En moyenne journalière	
Cadmium (Cd) et ses composés + thallium (Tl) et ses composés	/	50 µg/m ³	échantillonnage (***)	60 g/j	(a)
Mercure (Hg) et ses composés	/	50 µg/m ³	échantillonnage (***)	60 g/j	(a)
	0,02 mg/m ³	/	demi-heure ⁽¹⁾	24 g/j	03/12/23
Total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V et leurs composés)		500 µg/m ³	échantillonnage (***)	600 g/j	(a)
	/	300 µg/m ³		360 g/j	03/12/23
Dioxines et furannes (PCDD/F) (*)	/	100 pg/m ³	échantillonnage (****)	120 µg/j	(a)
	/	0,08 ng I-TEQ/Nm ³		96 µg/j	03/12/23
PBDD/PBDF	/		Semestrielle		
PCB de types dioxines	/		Semestrielle à court terme puis mensuelle ⁽²⁾		
Benzo[a]pyrène	/		Annuelle		

(a) Applicable dès la notification du présent arrêté

(*) somme des dioxines et furannes exprimés en équivalent toxique selon l'annexe III de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé.

(**) pour plus de 95% des mesures sur dix minutes au cours d'une période de 24h

(***) pour les métaux : période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum

(****) pour les dioxines et furannes : période d'échantillonnage de six à huit heures pour les mesures ponctuelles et de quatre semaines environ pour les mesures en semi-continu.

⁽¹⁾ Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

⁽²⁾ Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.

⁽³⁾ Lors des conditions d'exploitations autres que normales (OTNOC) telles que définies dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, les valeurs limite fixées par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 continuent de s'appliquer dans les limites fixées par l'article 8.2.6 du dit arrêté

Article 3.6 – Les dispositions de l'article n°4.3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Gestion des eaux pluviales de ruissellement

Les eaux pluviales de ruissellement des quais de déchargement, de l'aire de la presse à balles ainsi que les purges des chaudières sont rejetées après passage dans un bassin de décantation puis traitement par un séparateur à hydrocarbures.

Les eaux pluviales de la zone d'entreposage des balles de déchets et des voiries attenantes sont orientées vers un bassin de décantation puis traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau communal.

Les eaux pluviales des autres surfaces imperméabilisées (parking véhicules légers, aérocondenseurs, aire de circulation des camions) sont rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales après traitement par des séparateurs à hydrocarbures.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages – bassin d'orage, fosses, regards, poste de refoulement – sont également entretenus et curés en tant que de besoin. Les boues générées sont éliminées conformément au titre 5 de l'arrêté du 24 juillet 2015.

L'exploitant tient à jour un registre reprenant les opérations effectuées sur les ouvrages (relevés, analyses, vidange, entretien).

Ces opérations font l'objet de consignes écrites.

Article 3.7 – Les dispositions de l'article n°4.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Gestion des eaux d'incendie

Le site est aménagé de façon à recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les eaux sont confinées :

- soit dans le bâtiment lui-même, aménagé et équipé à cette fin (sol étanche, seuils surélevés, pente) ;

- soit dans l'un des deux bassins de confinement externe (de 440 m³ et 680 m³) mentionnés à l'article 3.11 du présent arrêté

Les eaux ainsi recueillies sont pompées et éliminées dans les filières agréées conformément aux dispositions du titre 5. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux peuvent dans certains cas être rejetées au milieu naturel sous réserve du respect des conditions de rejet fixées au présent titre et après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.8 – Les dispositions de l'article n°4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

IDENTIFICATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Point de rejet	N° 1
Nature des effluents	Eaux sanitaires
Traitement avant rejet	Aucun
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées
Milieu récepteur	Station d'épuration de Chef de Baie

Point de rejet	N° 2
Coordonnées Lambert II étendu	X : 327 341 Y : 2 134 248
Nature des effluents	Eaux industrielles chargées : canaux à mâchefers, égouttures mâchefers, nettoyage niveau 0
Traitement avant rejet	Décanteurs puis station d'épuration interne physico-chimique puis séparateur à hydrocarbures / débourbeur – déshuileur n° 1
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux pluviales
Milieu récepteur	Océan atlantique
Débit	30 000 m ³ /an au maximum

Point de rejet	N° 2
Coordonnées Lambert II étendu	X : 327 341 Y : 2 134 248
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement : GTA, quai de déchargement, presse à balles et parking de véhicules légers Eaux de purge des chaudières
Traitement avant rejet	Bassin de décantation puis séparateur à hydrocarbures / débourbeur – déshuileur n° 1
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux pluviales
Milieu récepteur	Océan atlantique

Point de rejet	N° 3
Coordonnées Lambert II étendu	X : 327 367 Y : 2 134 251
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement de l'aire de circulation des poids-lourds
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures / débourbeur – déshuileur n° 2
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux pluviales
Milieu récepteur	Océan atlantique

Article 3.9 – Les dispositions de l'article n°4.4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Valeurs limites d'émission des eaux industrielles traitées

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites définies ci-après :

Paramètre	Concentration	Flux journalier	Flux annuel
Total des solides en suspension (MEST)	30 mg/l	3 kg/j	900 kg/an
Carbone organique total (COT)	40 mg/l	4 kg/j	1 200 kg/an
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l	12,5 kg/j	3 750 kg/an

Paramètre	Concentration	Flux journalier	Flux annuel
Total des solides en suspension (MEST)	30 mg/l	3 kg/j	900 kg/an
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	25 µg/l	2,5 g/j	750 g/an
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	25 µg/l	2,5 g/j	750 g/an
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	50 µg/l	5 g/j	1,5 kg/an
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	50 µg/l	5 g/j	1,5 kg/an
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	100 µg/l	10 g/j	3 kg/an
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) Cr ⁶⁺	100 µg/l 50 µg/l	10 g/j 5 g/j	3 kg/an 1,5 kg/an
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	250 µg/l	25 g/j	7,5 kg/an
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	100 µg/l	10 g/j	3 kg/an
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	800 µg/l	80 g/j	24 kg/an
Fluorures	15 mg/l	1,5 kg/j	450 kg/an
Cyanures libres	100 µg/l	10 g/j	3 kg/an
Hydrocarbure totaux	5 mg/l	500 g/j	150 kg/an
AOX	5 mg/l	500 g/j	150 kg/an
Dioxines et furannes (*)	300 pg/l	30 µg/j	9 mg/an

(*) Somme des dioxines et furannes exprimés en équivalent toxique selon l'annexe III de l'arrêté du 20 septembre 2002

En outre, la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C et le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau 3 de l'annexe IV de l'arrêté ministériel susvisé tel que modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 3.10 – Les dispositions de l'article n°4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Confinement des eaux et écoulements sur site

L'installation est équipée de deux bassins d'un volume minimal de 440 m³ et 680 m³ qui doivent pouvoir recueillir en permanence l'ensemble des eaux pour le second) et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées et traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu nature (soit un volume respectivement de 270 m³ ou de 550 m³).

Des vannes à fonctionnement automatique permettent d'obturer les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux industrielles chargées en amont des points de rejets n° 2 et n°3 mentionnés à l'article 4.4.1 de l'arrêté du 24 juillet 2015 et de confiner les eaux dans ce bassin de rétention. Une vanne à fonctionnement (manuel ou automatique) est installée en aval du bassin de 680 m³.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

La hauteur d'eau de ces bassins de rétention est régulièrement vérifiée et les dispositions sont prises pour maintenir les volumes de rétention nécessaire en cas de fortes pluies ou d'incendie.

Les eaux recueillies sont évacuées conformément aux dispositions prévues aux articles 4.3.4.2. et 4.3.4.3 de l'arrêté du 24 juillet 2015.

Article 3.11 – Les dispositions de l'article n°7.5.4.4 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dispositifs de lutte contre l'incendie

La défense contre l'incendie sur le site est assurée entre autres par :

- deux poteaux interne (et deux poteaux externe) d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau;
- des systèmes de détection mentionnés à l'article 7.5.5.2 de l'arrêté du 24 juillet 2015. ;
- un réseau de robinets d'incendie armés (RIA), disposés de manière à couvrir toute zone présentant des risques d'incendie ;
- un canon à eau au niveau de la fosse à déchets qui peut être piloté depuis la salle de contrôle et additivé de produit mouillant. Ce canon est alimenté par une pomperie incendie secourue par le groupe électrogène qui permet de fournir un débit de 120 m³/h à une pression de 13 bars ;
- des vannes de déluges au niveau des trémies d'alimentation des fours ;
- un dispositif d'extinction au niveau de la caisse à huile et des paliers de la turbine du GTA ;
- deux bassins de rétention des eaux et écoulements mentionné à l'article 3.11 du présent arrêté ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de déchets et de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement ;
- des réserves de produits mouillant et de produits absorbant.

Article 3.12 – Les dispositions de l'article n° 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Identification des zones de stockage

Les stockages fixes présents sur le site respectent les conditions et capacités de stockage suivantes:

Produits et déchets	Type de stockage	Capacité	Utilités
Déchets à incinérer	Fosse	3 000 m³	En attente de traitement
Déchets à incinérer	Balles sur aire d'entreposage extérieure	14 000 m³	En attente de traitement
Charbon actif	Big bags	24 m³	Traitement des fumées (réactifs)
Dolomie	Big bags	24 m³	Traitement des fumées (réactifs)
Chlorure ferrique	Cuve	2 m³	Traitement des effluents liquides (réactifs)
Chaux	Silo	85 m³	Traitement des fumées (réactifs)
Eau ammoniacale (à 24,5 %)	Cuve	25 m³	Traitement des fumées (réactifs)
Soude liquide (à 30 %)	Cuves	25 l + 30 l	Traitement de l'eau (réactifs)
Soude liquide concentrée	Cuve	2 m³	Traitement de l'eau (réactifs)
Acide sulfurique	Cuve	2 m³	Traitement des effluents liquides (réactifs)
REFIDND(*)	Silo	120 m³	Déchets du traitement des fumées

Produits et déchets	Type de stockage	Capacité	Utilités
REFIDND – filtres à manches	Sacs	10 m ³	Déchets du traitement des fumées
Cendres	Silo	80 m ³	Déchets du traitement des fumées
MIDND(**)	Tas externe	50 m ³	Déchets d'incinération
Ferrailles	Benne	30 m ³	Déchets d'incinération
Fioul domestique	Cuve	20 m ³	Combustible (groupe électrogène)
Gazole non routier	Cuve	2 m ³	Carburant

(*) REFIDND : résidus d'épuration des fumées d'incinération de déchets non dangereux

(**) MIDND : mâchefers d'incinération de déchets non dangereux

Article 3.13 – Les dispositions de l'article n° 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Autosurveillance des rejets aqueux

a) mesures en continu

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants : pH, température, débit, concentration en COT et solides en suspension.

b) autres mesures

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles, **par un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit**, des paramètres suivants :

- métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn),
- fluorures,
- CN libres,
- hydrocarbures totaux,
- AOX,
- demande biochimique en oxygène.
- Demande chimique en oxygène
- Total des solides en suspension (MEST),

Il doit, enfin, faire réaliser par un organisme compétent au moins deux mesures par an des dioxines et furannes.

ARTICLE 4 – RÉEXAMEN PÉRIODIQUE

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet de la Charente-Maritime, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :
1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. »

ARTICLE 5 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Rochelle et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Charente-Maritime;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L. 181-17 du code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R. 181-50 du code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R. 181-51 du code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R. 181-52 du code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Charente-Maritime et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de La Rochelle, ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

La Rochelle, le 5 AOUT 2021

Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation,
le Secrétaire Général,



Pierre MOLAGER

ANNEXE 1 : PLANS DE L'INSTALLATION

